



5N PLUS

4

RAPPORT DE GESTION

TRIMESTRE
TERMINÉ
LE 31 DÉCEMBRE
2017

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Il a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 20 février 2018, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Le « T4 2017 » et le « T4 2016 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 31 décembre 2017 et 2016, et l'« E 2017 » et l'« E 2016 » correspondent aux exercices clos respectivement les 31 décembre 2017 et 2016. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion peuvent être prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : stratégie de croissance, crédit, liquidité, taux d'intérêt, valorisation des stocks, prix des produits de base, fluctuations du change, juste valeur, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales, réglementations en matière de commerce international, conventions collectives et responsabilités à titre de société cotée. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion daté du 20 février 2018. En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Aperçu

5N Plus est un chef de file de la production de produits chimiques spécialisés et de matériaux d'ingénierie. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada) et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs importants et des éléments indispensables sur certains marchés tels que ceux des produits pharmaceutiques, des soins de santé, de l'énergie renouvelable, de l'aérospatiale, de la sécurité et de la détection, de l'imagerie, des matériaux techniques et industriels, des matériaux d'extraction et de catalyse et des additifs destinés à l'alimentation des animaux.

Information sectorielle

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté¹, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Les activités du secteur Matériaux électroniques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques, de composés et de substrats. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. L'équipe de direction du secteur Matériaux électroniques est responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Les activités du secteur Matériaux écologiques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique. L'équipe de direction du secteur Matériaux écologiques est responsable de la gestion de ces activités.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières (produits financiers) ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ».

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Vision et stratégie

À titre de chef de file mondial dans le domaine de la technologie des matériaux, comptant des employés et des actifs partout dans le monde, nous sommes déterminés à donner à nos employés les moyens qu'il faut pour les inciter à offrir collectivement un rendement remarquable ainsi qu'à optimiser l'utilisation des ressources pour atteindre des rendements financiers concurrentiels.

Le 12 septembre 2016, la Société a dévoilé son plan stratégique 5N21 (le « plan 5N21 »), qui vise à améliorer la rentabilité tout en réduisant la volatilité des bénéfices. Le plan s'articule autour de trois piliers principaux :

1. Dégager une valeur accrue des activités principales et des actifs mondiaux
2. Optimiser l'équilibre de l'apport des activités en amont et en aval
3. Assurer une croissance continue grâce aux initiatives de croissance en cours et aux possibilités de fusion et d'acquisition futures

Faits saillants du quatrième trimestre de 2017 et de l'exercice 2017 – Le plan stratégique 5N21 porte fruit

La Société termine un deuxième exercice complet depuis la mise en œuvre de son plan stratégique 5N21. Les diverses mesures financières rendent compte des améliorations importantes qui ont été réalisées et qui témoignent de l'efficacité du plan stratégique. À la fin de l'exercice 2017, presque toutes les initiatives associées au premier pilier du plan, à savoir dégager une valeur accrue des activités principales et des actifs existants, avaient été menées à bien. Par ailleurs, les nouvelles initiatives associées au deuxième et au troisième piliers, à savoir accroître l'apport des activités en amont et assurer la croissance continue, ont bien progressé. Par conséquent, à la fin de l'exercice, les marges et la rentabilité se sont considérablement améliorées et la volatilité des bénéfices a diminué, la Société ayant en effet continué de délaissier les produits à faible marge nécessitant la transformation de nombreux produits de base au profit des produits et des services développés à partir d'activités à valeur ajoutée et de solutions technologiques. De plus, la Société a continué d'assainir son bilan grâce à des rentrées de fonds récurrentes, ce qui ouvre la voie à davantage de possibilités pour l'avenir.

- La Société a inscrit un BAIIA ajusté¹ et un BAIIA¹ de respectivement 25,1 M\$ et 26,9 M\$ pour l'exercice 2017 contre un BAIIA ajusté de 20,1 M\$ et un BAIIA de 15,1 M\$ pour l'exercice 2016. Cette hausse du BAIIA ajusté témoigne d'une croissance de la rentabilité, avec une marge brute¹ qui s'est établie à 26,1 %, comparativement à 22,4 % pour l'exercice 2016, surtout grâce à la croissance des activités et des services à valeur ajoutée dans un contexte de stabilité relative des prix des produits de base et de demande soutenue.
- La combinaison de plusieurs facteurs a eu une incidence positive nette sur le BAIIA pour l'exercice 2017 dont l'optimisation des ententes commerciales ayant mené à un profit de 3,0 M\$ et la sortie de biens immobiliers ayant permis de réaliser un profit de 1,9 M\$, ces initiatives ayant eu pour but de soutenir le premier pilier du plan stratégique 5N21, à savoir dégager une valeur accrue des activités principales et des actifs existants. Toutefois, le repositionnement des activités liées à la production de poudres d'alliage, ayant donné lieu à une charge de dépréciation de 3,1 M\$, a eu une incidence négative sur le BAIIA.
- Pour le quatrième trimestre de 2017, la Société a inscrit un BAIIA ajusté de 6,1 M\$ et un BAIIA de 4,4 M\$, par rapport à un BAIIA ajusté de 4,3 M\$ et un BAIIA de 4,8 M\$ au quatrième trimestre de 2016.
- Pour l'exercice 2017, le résultat net a été de 12,0 M\$, ou 0,14 \$ par action, comparativement à une perte nette de 5,9 M\$, ou (0,07) \$ par action pour l'exercice 2016.
- La croissance des ventes de produits et de services développés à partir de composants d'une plus grande valeur ajoutée a donné lieu à une amélioration considérable de la marge brute¹, en pourcentage et en valeur absolue, qui a atteint 57,3 M\$ pour l'exercice 2017 contre 51,8 M\$ pour l'exercice 2016. Les produits ont atteint 219,9 M\$ pour l'exercice 2017, par rapport à 231,5 M\$ pour l'exercice 2016, surtout en raison de la diminution des ventes de produits sans transformation, qui cadre avec l'objectif de la Société de réduire la volatilité de ses bénéfices. Le rendement du capital investi (RCI)¹ s'est établi à 12,3 % pour l'exercice 2017, par rapport à 6,7 % pour l'exercice 2016, grâce à l'amélioration de la marge globale associée aux produits et services de la Société.
- La dette nette¹ a encore baissé au cours de l'exercice 2017, s'établissant à 11,4 M\$ au 31 décembre 2017, par rapport à 19,0 M\$ à la fin de l'exercice précédent, grâce à la gestion du fonds de roulement et à l'amélioration générale de la performance.
- Au 31 décembre 2017, le carnet de commandes¹ avait atteint un niveau de 187 jours de ventes en cours, en hausse par rapport au trimestre précédent, la courbe de renouvellement suivant ainsi la tendance habituelle pour la plupart des contrats au quatrième ou au premier trimestre de l'exercice. Les nouvelles commandes¹ ont atteint un niveau de 108 jours pour le quatrième trimestre de 2017, par rapport à 118 jours pour le troisième trimestre de 2017 et 78 jours pour le quatrième trimestre de 2016.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

- Le 20 février 2017, 5N Plus a annoncé des changements à la structure de son équipe de haute direction. Les responsabilités qui incombait auparavant au chef de la direction commerciale et au chef de l'exploitation ont été réparties entre les secteurs opérationnels existants (le secteur Matériaux écologiques et le secteur Matériaux électroniques).
- Le 2 mars 2017, la Caisse de dépôt et placement du Québec a annoncé l'acquisition, sur le marché secondaire, de 8 700 000 actions supplémentaires de 5N Plus. Ce nouvel investissement de 14,8 M\$ porte la participation de la Caisse à 18,93 %.
- Le 11 octobre 2017, 5N Plus a annoncé que le gouvernement américain avait accordé à son secteur Matériaux électroniques un contrat pluriannuel pour la fourniture de matériaux semi-conducteurs d'ingénierie essentiels aux missions aérospatiales et aéronautiques. Ce contrat, axé sur la création de valeur totale qui découlerait des produits et des services fournis, a été accordé à l'issue d'un vaste processus concurrentiel auquel ont participé plusieurs parties. Le programme à l'égard duquel ce contrat a été accordé devrait débiter au cours du deuxième semestre de 2018.
- Le 6 novembre 2017, 5N Plus a annoncé avoir achevé les initiatives visant à optimiser sa présence géographique annoncées un an plus tôt, au moment du dévoilement de son plan stratégique 5N21. Dans le cadre de ces initiatives, toutes les gammes de produits clés qui étaient produites à l'installation de Wellingborough, au Royaume-Uni, ont été transférées à d'autres installations du Groupe, notamment au Canada, en Allemagne et en Chine.
- Le 7 décembre 2017, 5N Plus a annoncé son entrée sur le marché des compléments minéraux pour l'alimentation animale. Elle se concentrera initialement sur la production et la mise au point d'aliments comportant des oligo-éléments essentiels à la santé et à la nutrition des animaux. La valeur de ce secteur du marché des minéraux alimentaires a été estimée à plus de 100 M\$ par année. La Société répartira ses investissements en plusieurs phases. La tranche initiale du financement servira à obtenir les compétences et les ressources nécessaires en Europe. On prévoit que cette phase sera terminée dans un délai de 12 mois, que les échantillons d'homologation pourront être remis au cours du quatrième trimestre de 2018 et que la production commerciale débutera peu après.

La fin de l'exercice 2017 marque le deuxième exercice complet depuis le lancement du plan stratégique 5N21. Jusqu'à maintenant, la mise en œuvre des objectifs à court terme du plan stratégique, notamment en ce qui a trait à l'optimisation des activités principales et des actifs mondiaux, a favorisé la performance de la Société. Ce résultat se reflète dans la croissance considérable de la rentabilité, l'amélioration de la qualité des résultats et la réduction de la volatilité des bénéfices. Par conséquent, le rendement du capital investi a progressé de manière notable, et la Société a pu continuer d'assainir son bilan grâce à des rentrées de fonds récurrentes.

Les objectifs à court terme du plan stratégique ayant été satisfaits, la Société se consacre maintenant davantage à ses objectifs de transformation à moyen et à long termes, qui propulseront la Société productrice de métaux et de produits chimiques spécialisés au rang de chef de file mondial dans le domaine de la technologie des matériaux. L'expansion continue des activités à valeur ajoutée sur des marchés futurs, la maximisation des initiatives de croissance et le contrôle accru des ventes de produits sans transformation seront au cœur de ses priorités.

Rapport de gestion

Synthèse des résultats

	T4 2017	T4 2016	E 2017	E 2016
	\$	\$	\$	\$
Produits	52 492	54 704	219 916	231 498
Charges d'exploitation ajustées ^{1*}	(46 441)	(50 373)	(194 799)	(211 387)
BAIIA ajusté ¹	6 051	4 331	25 117	20 111
Dépréciation des stocks	-	-	-	-
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	1 497	-	1 887	-
Dépréciation des actifs non courants	(3 100)	-	(3 100)	-
(Coûts) produits associés aux litiges et aux activités de restructuration	(415)	-	2 953	(5 945)
Variations de la juste valeur de l'option de conversion des débetures	67	14	85	20
Profits (pertes) de change et au titre de dérivés	320	458	(79)	925
BAIIA ¹	4 420	4 803	26 863	15 111
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	1 372	1 851	6 097	8 241
Amortissement	2 434	2 120	8 226	10 739
Résultat avant impôt sur le résultat	614	832	12 540	(3 869)
Charge (recouvrement) d'impôt				
Exigible	243	(1 145)	3 595	440
Différé	(1 851)	1 819	(3 068)	1 587
Résultat net	2 222	158	12 013	(5 896)
Résultat de base par action	0,03 \$	0,00 \$	0,14 \$	(0,07) \$
Résultat dilué par action	0,03 \$	0,00 \$	0,14 \$	(0,07) \$

* Compte non tenu des coûts ou produits associés aux litiges et aux activités de restructuration, de la dépréciation des actifs non courants, du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles et de l'amortissement.

Produits par secteur et marge brute

	T4 2017	T4 2016	Variation	E 2017	E 2016	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Matériaux électroniques	17 917	19 333	(7) %	73 448	79 038	(7) %
Matériaux écologiques	34 575	35 371	(2) %	146 468	152 460	(4) %
Total des produits	52 492	54 704	(4) %	219 916	231 498	(5) %
Coût des ventes	(41 035)	(44 802)	(8) %	(170 514)	(190 037)	(10) %
Amortissement des immobilisations corporelles	2 363	2 046	15 %	7 908	10 353	(24) %
Marge brute¹	13 820	11 948	16 %	57 310	51 814	11 %
Pourcentage de marge brute¹	26,3 %	21,8 %		26,1 %	22,4 %	

Les produits ont diminué de 4 % pour le quatrième trimestre de 2017 et de 5 % pour l'exercice 2017, par rapport aux périodes correspondantes de 2016. Bien que le volume des ventes ait été inférieur en 2017, la marge brute¹ s'est améliorée grâce à la relative stabilité des prix des métaux soutenue par notre approche sélective favorisant les produits à plus forte marge. La marge brute s'est établie à 26,3 % pour le quatrième trimestre de 2017, comparativement à une marge brute de 21,8 % pour le quatrième trimestre de 2016, donnant lieu à une marge brute moyenne de 26,1 %, soit 57,3 M\$, pour l'exercice 2017, par rapport à 22,4 %, soit 51,8 M\$, pour la période correspondante de 2016.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Résultat d'exploitation, BAIIA et BAIIA ajusté

	T4 2017	T4 2016	Variation	E 2017	E 2016	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Matériaux électroniques	5 642	5 111	10 %	24 835	19 824	25 %
Matériaux écologiques	3 667	2 544	44 %	14 976	13 467	11 %
Siège social	(3 258)	(3 324)	2 %	(14 694)	(13 180)	(11) %
BAIIA ajusté¹	6 051	4 331	40 %	25 117	20 111	25 %
BAIIA¹	4 420	4 803	(8) %	26 863	15 111	78 %
Résultat d'exploitation	1 599	2 211	(28) %	18 631	3 427	444 %

Pour le quatrième trimestre de 2017, le résultat d'exploitation s'est établi à 1,6 M\$, en baisse de 0,6 M\$ par rapport à 2,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016, en raison surtout de la dépréciation des actifs non courants, contrebalancée par l'augmentation des marges brutes¹ réalisées, et du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles excédentaires. Pour l'exercice 2017, le résultat d'exploitation s'est établi à 18,6 M\$, en hausse de 15,2 M\$ par rapport à 3,4 M\$ pour l'exercice précédent, grâce à l'augmentation des marges brutes réalisées, à l'incidence favorable des produits associés aux litiges et aux activités de restructuration, à une diminution de la dotation aux amortissements, et au profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, avant la dépréciation des actifs non courants comptabilisée en 2017.

Le BAIIA¹ s'est établi à 4,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017, contre 4,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016. L'augmentation des marges brutes réalisées, la stabilité relative des prix pour la plupart des métaux, la demande soutenue pour les produits de la Société et les autres facteurs mentionnés ci-dessus ont eu une incidence positive sur le BAIIA de la Société pour le quatrième trimestre de 2017.

Le BAIIA ajusté¹ du secteur Matériaux électroniques a augmenté de 0,5 M\$ pour atteindre 5,6 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté¹ de 31 %, comparativement à 26 % pour le quatrième trimestre de 2016. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a augmenté de 1,1 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 11 %, par rapport à 7 % pour le quatrième trimestre de 2016.

Pour les raisons indiquées ci-dessus, le BAIIA pour l'exercice 2017 a augmenté de 11,8 M\$ pour s'établir à 26,9 M\$ par rapport à 15,1 M\$ pour l'exercice 2016. Pour l'exercice 2017, le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a augmenté de 5,0 M\$ pour atteindre 24,8 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 34 % comparativement à 25 % pour l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a augmenté de 1,5 M\$ pour atteindre 15,0 M\$, représentant une marge du BAIIA ajusté de 10 %, par rapport à 9 % pour l'exercice précédent. La comptabilisation de charges plus élevées au titre du régime d'intéressement à long terme a contribué à la baisse du BAIIA ajusté du secteur Siège social pour l'exercice 2017 par rapport à l'exercice 2016, ce qui fait suite à l'importante hausse qu'a connue le cours de l'action de la Société au cours de la période.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Résultat net et résultat net ajusté

	T4 2017	T4 2016	E 2017	E 2016
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	2 222	158	12 013	(5 896)
Résultat de base par action	0,03 \$	0,00 \$	0,14 \$	(0,07) \$
Éléments de rapprochement :				
Amortissement accéléré d'immobilisations corporelles	-	-	-	1 804
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration	415	-	(2 953)	5 945
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	(1 497)	-	(1 887)	-
Dépréciation des actifs non courants	3 100	-	3 100	-
Variations de la juste valeur de l'option de conversion des débetures	(67)	(14)	(85)	(20)
(Charge) recouvrement d'impôt sur les éléments imposables ci-dessus	(812)	4	416	5
Résultat net ajusté¹	3 361	148	10 604	1 838
Résultat net de base ajusté par action¹	0,04 \$	0,00 \$	0,13 \$	0,02 \$

Pour le quatrième trimestre de 2017, le résultat net a été de 2,2 M\$, comparativement à 0,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016. Le résultat net ajusté¹ a augmenté de 3,2 M\$, atteignant 3,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017, par rapport à 0,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016. Outre l'impôt sur le résultat, les principaux ajustements apportés au résultat net pour le quatrième trimestre de 2017 comprennent la dépréciation des actifs non courants et une augmentation des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, contrebalancées par le profit sur la sortie d'immobilisations corporelles excédentaires.

Pour l'exercice 2017, le résultat net a été de 12,0 M\$, comparativement à une perte nette de 5,9 M\$ pour l'exercice 2016. Pour l'exercice 2017, le résultat net ajusté s'est amélioré de 8,8 M\$, s'établissant à 10,6 M\$, par rapport à 1,8 M\$ pour l'exercice 2016. Outre l'impôt sur le résultat, les principaux ajustements apportés au résultat net pour l'exercice 2017 comprennent les coûts associés à la cessation d'une activité secondaire et la dépréciation des actifs non courants, le tout contrebalancé par les produits découlant d'une modification visant à optimiser les ententes commerciales et le profit sur la sortie d'immobilisations corporelles excédentaires.

Nouvelles commandes et carnet de commandes

	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T4 2017	T3 2017	T4 2016	T4 2017	T3 2017	T4 2016
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Matériaux électroniques	59 705	57 590	35 417	20 032	30 639	13 821
Matériaux écologiques	47 681	40 334	46 377	41 922	34 418	32 702
Total	107 386	97 924	81 794	61 954	65 057	46 523

(nombre de jours en fonction des produits annualisés)*	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T4 2017	T3 2017	T4 2016	T4 2017	T3 2017	T4 2016
Matériaux électroniques	304	298	167	102	159	65
Matériaux écologiques	126	113	120	111	96	84
Moyenne pondérée	187	178	136	108	118	78

*Le carnet de commandes et les nouvelles commandes sont également présentés en nombre de jours pour éliminer l'incidence des prix des produits de base.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Quatrième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2017

Au 31 décembre 2017, le carnet de commandes¹ avait atteint un niveau de 187 jours de produits annualisés, en hausse de 9 jours comparativement au trimestre précédent.

Au 31 décembre 2017, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques représentait 304 jours de produits annualisés, en hausse de 6 jours, soit 2 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2017. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques représentait 126 jours de produits annualisés, soit une augmentation de 13 jours, ou 12 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2017.

Les nouvelles commandes¹ du secteur Matériaux électroniques représentaient 102 jours pour le quatrième trimestre de 2017, en baisse de 57 jours par rapport à 159 jours pour le troisième trimestre de 2017. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques représentaient 111 jours pour le quatrième trimestre de 2017, soit une augmentation de 15 jours par rapport à 96 jours pour le troisième trimestre de 2017.

Quatrième trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Au 31 décembre 2017, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques avait augmenté de 137 jours, et celui du secteur Matériaux écologiques, de 6 jours par rapport au 31 décembre 2016.

Les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont augmenté de 37 jours, et celles du secteur Matériaux écologiques, de 27 jours par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Charges

	T4 2017	T4 2016	E 2017	E 2016
	\$	\$	\$	\$
Amortissement	2 434	2 120	8 226	10 739
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	6 678	6 195	26 220	25 986
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration	415	-	(2 953)	5 945
Dépréciation des actifs non courants	3 100	-	3 100	-
Charges financières	985	1 379	6 091	7 296
(Recouvrement) charge d'impôt	(1 608)	674	527	2 027
Total des charges	12 004	10 368	41 211	51 993

Amortissement

La dotation aux amortissements s'est établie à 2,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017 et à 8,2 M\$ pour l'exercice 2017, par rapport à respectivement 2,1 M\$ et 10,7 M\$ pour les périodes correspondantes de 2016. Cette baisse découle principalement de l'amortissement accéléré comptabilisé pour l'exercice 2016 découlant de la décision de la Société d'optimiser sa présence géographique.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont établis à 6,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017 et à 26,2 M\$ pour l'exercice 2017, par rapport à respectivement 6,2 M\$ et 26,0 M\$ pour les périodes correspondantes de 2016.

Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration

Pour le quatrième trimestre de 2017, la Société a comptabilisé des coûts de 0,4 M\$ associés aux litiges et aux activités de restructuration, en raison d'un incident ayant retardé le regroupement d'activités qu'elle exerce aux États-Unis dans une nouvelle installation modernisée aux dimensions appropriées, tel que cela avait été annoncé en 2016. Pour l'exercice 2017, le produit net associé aux litiges et aux activités de restructuration s'est élevé à 3,0 M\$ et reflète la comptabilisation, au premier trimestre de 2017, de produits découlant de modifications apportées aux contrats afin de garantir des marges plus élevées à court terme plutôt qu'une plus grande part de marché des activités en aval, contrebalancés toutefois par des coûts liés à l'abandon d'activités commerciales secondaires en amont.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Au troisième trimestre de 2016, la Société avait comptabilisé une charge au titre des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration de 4,9 M\$. À la suite de l'annonce par la Société de son intention de regrouper les activités qu'elle exerce à Wellingborough, au Royaume-Uni, avec d'autres installations du Groupe, et de regrouper les activités qu'elle exerce à DeForest, dans l'État du Wisconsin, aux États-Unis et à Fairfield, dans l'État du Connecticut, aux États-Unis au cours du premier semestre de 2017 dans une nouvelle installation modernisée aux dimensions appropriées, celle-ci a comptabilisé un montant de 3,5 M\$ au titre des coûts de restructuration, des indemnités de départ et d'autres coûts découlant de la fermeture des installations. De plus, au troisième trimestre de 2016, la Société avait comptabilisé un montant de 1,0 M\$ au titre des coûts des litiges à la suite d'efforts de renégociation de contrats d'achat désavantageux. Au premier trimestre de 2016, la Société avait comptabilisé des coûts non récurrents de 1,0 M\$, engagés à la suite de la fermeture d'un bureau administratif en Europe et en raison du règlement de contrats d'approvisionnement défavorables.

Dépréciation des actifs non courants

Pour le quatrième trimestre de 2017, la Société a comptabilisé des pertes de valeur d'un montant de 3,1 M\$ relativement à ses actifs non courants (1,1 M\$ pour le matériel de production, 0,8 M\$ pour la technologie et 1,1 M\$ pour les frais de développement) afin de tenir compte des modifications récentes dans les hypothèses servant à évaluer la valeur comptable d'actifs spécifiques utilisés pour le développement de produits dans le secteur Matériaux électroniques. Les modifications apportées aux hypothèses découlent d'une décision concrète de revoir la stratégie de pénétration du marché, les autres facteurs demeurant constants. Elles ont été motivées par le report volontaire de l'augmentation du volume de production afin de prioriser les produits assortis de primes plus élevées, utilisés dans des applications cibles, et dont le cycle de pénétration du marché est plus long par rapport à celui d'autres produits. Un taux d'actualisation de 17,5 % a été utilisé pour déterminer la valeur recouvrable de ces actifs non courants.

Charges financières et produits financiers

Les charges financières se sont établies à 1,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017, comparativement à 1,4 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution de 0,4 M\$ des charges financières s'explique essentiellement par la baisse des intérêts théoriques par rapport à l'exercice précédent.

Pour l'exercice 2017, les charges financières se sont établies à 6,1 M\$ comparativement à 7,3 M\$ pour l'exercice précédent. La diminution de 1,2 M\$ des charges financières s'explique essentiellement par la baisse des intérêts théoriques et des autres charges d'intérêts, atténuée par le taux de change et des dérivés désavantageux par rapport à l'exercice précédent.

Impôt sur le résultat

La Société a affiché un résultat net avant impôt de 0,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017 et de 12,5 M\$ pour l'exercice 2017. Le recouvrement d'impôt a été de 1,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017 et la charge d'impôt s'est élevée à 0,5 M\$ pour l'exercice 2017, par rapport à des charges de respectivement 0,7 M\$ et 2,0 M\$ pour les périodes correspondantes de 2016. Ces montants ont bénéficié des actifs d'impôt différé applicables dans certains pays.

Situation financière et sources de financement

	T4 2017	T4 2016	E 2017	E 2016
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation ¹	5 398	5 256	26 336	12 486
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	(7 511)	(2 048)	(13 226)	10 978
Activités d'exploitation	(2 113)	3 208	13 110	23 464
Activités d'investissement	137	(2 882)	(4 788)	(7 793)
Activités de financement	807	946	884	(1)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	129	(218)	517	(185)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 040)	1 054	9 723	15 485

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Pour le quatrième trimestre de 2017, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation se sont établis à 2,1 M\$, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 3,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016. Cette baisse s'explique principalement par l'incidence de la variation négative du fonds de roulement. Pour l'exercice 2017, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 13,1 M\$ par rapport à 23,5 M\$ pour l'exercice 2016, pour les raisons qui précèdent, contrebalancées en partie par une amélioration du BAIIA¹. La variation négative du fonds de roulement hors trésorerie est principalement attribuable à une augmentation de 10,3 M\$ des stocks visant à couvrir des positions commerciales et à un montant de 6,2 M\$ comptabilisé dans les autres actifs courants se rapportant à un swap sur actions.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement ont totalisé 0,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017, par rapport à des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 2,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016. Cette augmentation s'explique principalement par le produit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles excédentaires. Pour l'exercice 2017, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont baissé pour les raisons qui précèdent.

Pour le quatrième trimestre de 2017, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé 0,8 M\$, par rapport à 0,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016. Pour l'exercice 2017, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé 0,9 M\$, par rapport à néant pour l'exercice 2016. Cette hausse est en grande partie attribuable au moment où les cotisations au titre d'un programme de partenariat visant le développement de produits ont été versées. Aucun emprunt n'avait été effectué aux termes de la facilité de crédit de la Société à la fin des exercices de 2017 et de 2016.

Fonds de roulement

	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
	\$	\$
Stocks	90 647	80 309
Autres actifs courants	74 581	63 750
Passif courant	(68 653)	(66 128)
Fonds de roulement¹	96 575	77 931
Ratio du fonds de roulement¹	2,41	2,18

La hausse de fonds de roulement¹ par rapport au 31 décembre 2016 est principalement attribuable à une augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi qu'à une hausse des stocks, découlant du fait que la Société protège certaines positions commerciales, combinées à une hausse du montant comptabilisé dans les autres actifs courants se rapportant à un swap sur actions visant à réduire la volatilité des bénéfices.

Dettes nettes

	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
	\$	\$
Dettes bancaires	-	-
Dettes à long terme, y compris la partie courante	271	325
Débiteures convertibles	48 768	43 157
Swap de devises	(3 602)	(189)
Total de la dette	45 437	43 293
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(34 024)	(24 301)
Dettes nettes¹	11 413	18 992

Le total de la dette, compte tenu du swap de devises, a augmenté de 2,1 M\$ pour s'établir à 45,4 M\$ au 31 décembre 2017, par rapport à 43,3 M\$ au 31 décembre 2016.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

La dette nette¹, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, a diminué de 7,6 M\$, pour s'établir à 11,4 M\$ au 31 décembre 2017, par rapport à 19,0 M\$ au 31 décembre 2016.

Sources de financement à court terme disponibles

	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 024	24 301
Dette bancaire disponible	1 530	1 438
Facilité de crédit renouvelable disponible (diminuée le 18 février 2016; se reporter aux explications ci-après)	52 998	52 635
Sources de financement à court terme disponibles	88 552	78 374

En août 2014, la Société a conclu une facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 125,0 M\$ échéant en août 2018, qui a été diminuée à 100,0 M\$ au 30 juin 2015, puis à 50,0 M\$ au 18 février 2016.

En tout temps, la Société peut demander que la facilité de crédit soit augmentée en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 50,0 M\$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs. Des emprunts en dollars américains, en dollars canadiens ou en dollars de Hong Kong peuvent être effectués aux termes de cette facilité de crédit renouvelable. Les emprunts portent intérêt soit au taux préférentiel du Canada, au taux de base des États-Unis, au taux de base de Hong Kong ou au taux LIBOR majoré d'une marge fondée sur le ratio dette consolidée de premier rang/BAIIA¹ de la Société. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au cours du premier trimestre de 2016, un montant de 0,9 M\$ au titre des coûts différés a été passé en charges et comptabilisé dans les intérêts théoriques et autres charges d'intérêts. Au 31 décembre 2017, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

En août 2014, la filiale de la Société en Belgique a conclu une facilité de crédit bilatérale de 5,0 M€, qui a été réduite à 2,5 M€ en date du 18 février 2016. La date d'échéance de cette facilité de crédit coïncide avec celle de la nouvelle facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang et est garantie par le même groupe de sûretés. Des emprunts en euros ou en dollars américains peuvent être effectués aux termes de cette facilité bilatérale, laquelle porte intérêt à des taux semblables à ceux de la facilité de crédit renouvelable. Aux 31 décembre 2017 et 2016, aucun montant n'était emprunté.

Informations relatives aux actions

	Au 20 février 2018	Au 31 décembre 2017
Actions émises et en circulation	83 904 791	83 901 041
Options sur actions pouvant être émises	2 145 587	2 224 747
Débiteures convertibles pouvant être émises	9 777 777	9 777 777

Le 21 février 2017, la Bourse de Toronto (« TSX ») a approuvé une modification à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société lancée le 11 octobre 2016, dans le cadre de laquelle la Société a le droit d'acheter aux fins d'annulation jusqu'à 2 100 000 (auparavant 600 000) actions ordinaires du 11 octobre 2016 au 10 octobre 2017. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société qui est venue à échéance le 10 octobre 2017 a été renouvelée. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société avait racheté et annulé 475 016 actions ordinaires à un prix moyen de 1,38 \$, pour un montant total de 0,7 M\$ porté en diminution des capitaux propres. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société avait racheté et annulé 201 100 actions ordinaires à un prix moyen de 1,26 \$, pour un montant total de 0,3 M\$ porté en diminution des capitaux propres.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 000 000. Les options attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation au 31 décembre 2017 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date d'attribution. Les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société, et après un an pour les administrateurs retraités.

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement

Le 4 novembre 2015, la Société a adopté un nouveau régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement (le « nouveau régime »). Le nouveau régime permet à la Société d'attribuer aux participants admissibles : i) des unités d'actions restreintes fictives qui s'acquièrent au plus tard trois ans après la date d'attribution; et ii) des unités d'actions liées au rendement fictives qui s'acquièrent au terme de certaines périodes, d'au plus trois ans, et en fonction de l'atteinte de certains critères de rendement déterminés par le conseil d'administration. Ce type de régime prévoit le règlement des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées au rendement au comptant ou en actions ordinaires émises à même le capital autorisé de la Société, d'un montant équivalent au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, dans le cadre du nouveau régime, la Société a attribué 368 360 unités d'actions restreintes (1 245 000 en 2016) et en a annulé 37 500 (20 000 en 2016). Au 31 décembre 2017, 1 555 860 unités d'actions restreintes étaient en circulation (1 225 000 en 2016) dans le cadre du nouveau régime.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société n'a attribué aucune unité d'actions liée au rendement (500 000 en 2016) et, au 31 décembre 2017, 500 000 unités d'actions liées au rendement étaient en circulation (500 000 en 2016).

Le tableau suivant présente de l'information concernant toutes les options sur actions en circulation :

	2017		2016	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA
En circulation au début de l'exercice	2 860 648	2,63	1 558 345	3,74
Attribuées	288 000	1,75	1 445 000	1,65
Exercées	(597 500)	1,75	-	-
Annulées	(116 476)	2,50	-	-
Expirées	(209 925)	8,59	(142 697)	4,90
En circulation à la fin de l'exercice	2 224 747	2,20	2 860 648	2,63
Exercables à la fin de l'exercice	1 001 497	2,59	1 311 898	3,39

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 16 et 24 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Rapport de gestion

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2017 :

	Valeur comptable	1 an	2 ans	3 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes fournisseurs et charges à payer	57 043	57 043	-	-	57 043
Dettes à long terme	271	271	-	-	271
Débiteures convertibles	48 768	3 170	50 474	-	53 644
Total	106 082	60 484	50 474	-	110 958

Engagements

La Société loue certaines installations et de l'équipement aux termes de contrats de location simple. Les paiements minimums futurs, compte non tenu des charges d'exploitation, se présentent comme suit :

	2017	2016
	\$	\$
Un an au plus	1 828	2 044
Plus d'un an mais moins de cinq ans	3 316	4 367
Plus de cinq ans	-	-
Total	5 144	6 411

Dans le cours normal des activités, la Société a conclu des lettres de crédit d'un montant de 0,4 M\$ au 31 décembre 2017 et 0,7 M\$ au 31 décembre 2016.

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À la lumière de leur évaluation de l'efficacité du CIIF de la Société, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le CIIF a été conçu de façon adéquate et qu'il fonctionnait de façon efficace, selon le référentiel intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« référentiel COSO 2013 »).

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le CIIF n'a subi, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

Méthodes comptables et changements

Les principes et méthodes comptables appliqués par la Société pour préparer ses états financiers consolidés audités pour l'exercice 2017 sont conformes aux IFRS. Les principales méthodes comptables de la Société sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Changements futurs de méthodes comptables

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur :

En mai 2014, l'IASB a publié la nouvelle norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, que la Société doit appliquer obligatoirement au plus tard le 1^{er} janvier 2018. IFRS 15 annule et remplace les indications existantes relatives à la comptabilisation des produits des activités ordinaires, dont IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et IAS 11, *Contrats de construction*. IFRS 15 s'applique aux nouveaux contrats conclus à compter de la date d'entrée en vigueur et aux contrats existants qui ne sont pas encore achevés à la date d'entrée en vigueur, soit le 1^{er} janvier 2018.

La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés de 2017 ainsi que sur ceux de 2018. 5N Plus adoptera la « méthode modifiée », selon laquelle l'effet cumulatif sera comptabilisé comme un ajustement du bilan d'ouverture ou des résultats non distribués à la date d'entrée en vigueur, plutôt que de procéder au retraitement rétrospectif des périodes antérieures. À ce jour, l'évaluation est toujours en cours.

En juillet 2014, l'IASB a modifié IFRS 9, *Instruments financiers*, afin de regrouper les phases « classement et évaluation », « dépréciation » et « comptabilité de couverture » du projet de l'IASB visant à remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme annule et remplace toutes les versions précédentes d'IFRS 9 et sera obligatoire pour la Société le 1^{er} janvier 2018. Son application anticipée est permise. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet en vertu des IFRS. La norme prescrit un modèle unique de comptabilisation par le preneur exigeant la comptabilisation des actifs et des passifs pour tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur. Toutefois, la comptabilisation par le bailleur aux termes d'IFRS 16 reste largement inchangée par rapport à IAS 17, et la distinction entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple demeure. La norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En juin 2017, l'IFRS Interpretations Committee de l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, qui contient des indications sur la comptabilisation des actifs et des passifs d'impôt exigible et différé en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux. L'interprétation entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La Société a conclu que l'application d'IFRIC 23 n'aura aucune incidence sur ses états financiers.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, ce qui fait largement appel au jugement.

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

Les immobilisations incorporelles et le matériel connexe qui ne sont pas encore prêts à être utilisés sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année, ce qui fait également largement appel au jugement. Pour déterminer la valeur recouvrable (juste valeur diminuée des coûts de sortie), la direction estime les flux de trésorerie futurs attendus de l'actif et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Dans le cadre de l'évaluation des flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs à partir d'estimations prévisionnelles des prix obtenues de diverses sources sur le marché, notamment les informations publiques sur les prix des métaux au 31 décembre 2017. Ces hypothèses clés ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels seront différents et pourraient donner lieu à des ajustements des immobilisations incorporelles et corporelles de la Société dans des périodes futures.

Par leur nature, les actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés comme prévu présentent un degré élevé d'incertitude de mesure, puisque leur valeur dépend de l'évolution future du marché et de la capacité de la Société à commercialiser et à fabriquer de nouveaux produits afin de réaliser les bénéfices prévus. Par exemple, de nouveaux procédés de fabrication pourraient ne pas être mis en œuvre à une échelle industrielle dans les délais prévus et les nouveaux produits pourraient ne pas avoir le succès escompté sur le marché. La direction est d'avis que les hypothèses qui suivent sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc se répercuter sur la valeur des actifs à un moment donné : a) une croissance importante prévue de la demande sur le marché pour différents métaux; b) les prix de vente qui ont une incidence sur les produits et les marges sur les métaux; et c) le taux d'actualisation associé aux nouveaux procédés et aux nouveaux produits (compte tenu de la prime sur le coût moyen pondéré du capital de la Société associée aux incertitudes additionnelles).

Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au titre du risque de marché et de facteurs de risque propres aux actifs. L'incertitude relative aux estimations de la valeur des actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés comme prévu est plus élevée, puisque ces estimations dépendent d'informations prospectives de marché et de la capacité de la Société à terminer le projet et à réaliser les bénéfices prévus. La direction est d'avis que les hypothèses qui suivent sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc se répercuter sur la valeur des actifs l'année prochaine : les prix des métaux qui ont une incidence sur les produits et les marges sur les métaux et le taux d'actualisation.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des prix futurs prévus ainsi que des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers consolidés. La valeur nette de réalisation des stocks pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Option de conversion des débetures

Les débetures convertibles émises par la Société sont assorties d'options de conversion et de remboursement anticipé, qui sont considérées comme des instruments financiers de niveau 3. Le dérivé est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, et sa juste valeur doit être mesurée à chaque période de présentation de l'information financière, les variations ultérieures de la juste valeur étant comptabilisées dans l'état du résultat net consolidé. Un modèle d'évaluation des dérivés qui comporte des hypothèses est utilisé pour estimer la juste valeur. Les détails se rapportant aux hypothèses utilisées dans le modèle d'évaluation de la juste valeur du dérivé incorporé, à la date de sa création et au 31 décembre 2017, sont présentés à la note 12 des états financiers consolidés de 2017 de la Société.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreux pays. Pour établir sa charge d'impôt dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans l'avenir. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable. Se reporter à la note 15 des états financiers consolidés de 2017 de la Société.

Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des coentreprises, des administrateurs et des membres de la direction. Les transactions avec ces parties liées sont décrites aux notes 8 et 23 des états financiers consolidés de 2017 de la Société.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 16, « Juste valeur des instruments financiers », des états financiers consolidés de 2017 de la Société.

La juste valeur des instruments financiers dérivés était comme suit :

	2017	2016
	\$	\$
Option de conversion des débetures	-	(68)
Swap de devises	3 602	189
Swap sur actions	6 141	-

Rapport de gestion

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des stratégies de gestion du risque connexes, se reporter à la note 24 des états financiers consolidés audités de 2017 de la Société.

Taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt en veillant à ce qu'une tranche raisonnable de sa dette à long terme et de ses débentures convertibles soit à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable. Une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt n'aurait pas d'incidence importante sur le résultat net de la Société.

Monnaies étrangères

Les ventes de la Société sont principalement libellées en dollars américains, alors qu'une partie de ses charges d'exploitation sont libellées dans des monnaies locales, comme l'euro et le dollar canadien. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, ce qui réduit en partie l'incidence des fluctuations des taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change au regard de la monnaie fonctionnelle appropriée.

Le 7 décembre 2015, la Société a conclu un swap de devises visant les flux de trésorerie liés aux débentures convertibles en dollars canadiens, en appliquant les principes de la comptabilité de couverture. De plus, la Société peut conclure à l'occasion des contrats de change à terme pour vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens et d'euros. Ces contrats visent à couvrir une partie du risque de change continu auquel sont exposés les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges libellées en monnaies autres que le dollar américain est engagée en dollars canadiens et en euros. La Société peut également conclure des contrats de change en vue de vendre des euros en échange de dollars américains. Au 31 décembre 2017, la Société n'avait aucun contrat de change en cours.

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains les principales expositions de la Société au risque de change au 31 décembre 2017 :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	Autres
	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	660	2 877	2 090	1 396	682
Créances	438	8 335	81	3 089	1 094
Autres actifs courants	6 141	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et charges à payer	(10 600)	(8 369)	(775)	(2 298)	(1 289)
Dette à long terme	(271)	-	-	-	-
(Passifs) actifs financiers nets	(3 632)	2 843	1 396	2 187	487

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de cinq points de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2017 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	Autres
	\$	\$	\$	\$	\$
Raffermissement de 5 %	(182)	142	70	109	24
Affaiblissement de 5 %	182	(142)	(70)	(109)	(24)

Crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion du risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

La Société constitue un compte de correction de valeur pour créances douteuses conformément à l'évaluation que fait la direction des montants recouvrables. La valeur comptable des créances représente donc généralement le risque de crédit maximum auquel la Société est exposée. Aux 31 décembre 2017 et 2016, la Société avait comptabilisé une réduction de valeur au titre des créances douteuses de 0,1 M\$. Ces montants, le cas échéant, sont inclus dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration à l'état du résultat net consolidé, et sont présentés nets des montants recouverts correspondants de périodes antérieures.

Liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives. Afin de se conformer à ces clauses restrictives, la Société devra respecter ses estimations du BAIIA et des flux de trésorerie. La direction est d'avis que les hypothèses utilisées par la Société pour la préparation de ses estimations sont raisonnables. Le risque, toutefois, demeure. L'atteinte des résultats attendus dépend de la stabilité du prix des métaux et des autres matières premières, de la réduction de la dette grâce à l'optimisation du fonds de roulement de la Société et de la viabilité et du soutien continus des banques de la Société.

Risques et incertitudes

La Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur la performance de la Société.

Risques associés à notre stratégie de croissance

Le plan stratégique de 5N Plus a pour objectif d'améliorer la rentabilité tout en réduisant la volatilité des résultats et il s'articule autour de trois piliers principaux : 1) optimiser l'équilibre de l'apport des activités en amont et en aval; 2) dégager une valeur accrue des activités principales et des actifs mondiaux; et 3) assurer une croissance continue de la qualité grâce aux initiatives de croissance en cours et aux possibilités de fusion et d'acquisition futures. Certains des avantages attendus pourraient ne pas se matérialiser ou pourraient ne pas se concrétiser dans les délais prévus par la direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de notre volonté, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages.

Activités internationales

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine et le Laos, et, par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. Nous pourrions subir les contrecoups importants de ces risques, dont l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs ordres juridiques et fiscaux, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, les taux de change, l'expropriation et les modifications relatives aux taxes et impôts et aux autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international.

Réglementation du commerce international

Nous exerçons nos activités dans plusieurs pays et, par conséquent, sommes exposés à des risques en cas de changement dans la réglementation et les politiques en matière de commerce international. Ces risques comprennent, sans s'y restreindre, les obstacles ou les restrictions touchant le libre-échange, et les modifications relatives aux taxes et impôts, aux tarifs et aux autres frais imposés par les autorités de réglementation. Favorisant la proximité avec nos clients et nos fournisseurs, nous exerçons nos activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, toutefois, rien ne garantit que nous ne subissions pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux changements sur la scène politique internationale et à leur incidence sur le commerce mondial.

Réglementation environnementale

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et de règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent ceux régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et des déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés, et la santé et sécurité au travail. Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter ces lois et règlements. De plus, la violation des lois en matière de protection de l'environnement ou des permis délivrés en vertu de celles-ci ou la responsabilité engagée en vertu de ces lois ou permis pourrait entraîner l'imposition de restrictions sur nos activités d'exploitation ou nous exposer à des amendes substantielles, des pénalités et des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, des frais de nettoyage ou d'autres frais. Bien que nous estimions respecter actuellement toutes les exigences en matière de protection de l'environnement qui sont applicables, de nouvelles circonstances futures, comme la mise en place de politiques de coercition plus agressives, l'application de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus stricts ou la découverte de conditions environnementales actuellement inconnues, pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence négative significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Concurrence

Nous sommes les chefs de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques et n'avons pas beaucoup de concurrents. Parmi ceux-ci, peu sont entièrement intégrés comme nous le sommes ou offrent une gamme de produits semblable. Par conséquent, nos concurrents ne sont pas en pleine mesure d'offrir une gamme de services et de produits aussi complète que la nôtre. Cependant, rien ne garantit que cette situation perdurera, et la concurrence pourrait venir d'affineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. Une plus forte concurrence pourrait avoir une incidence négative sur notre chiffre d'affaires et nos marges d'exploitation si nos concurrents accaparent une part du marché et que nous ne sommes pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Prix des produits de base

Le coût et la disponibilité de certains intrants varient en fonction d'un certain nombre de facteurs sur lesquels nous n'avons aucune prise, notamment la conjoncture, les taux de change, la demande de métaux à l'échelle mondiale, les sanctions commerciales, les tarifs, les coûts de main-d'œuvre, la concurrence, la surcapacité des producteurs et la majoration des tarifs. Toute variation de la disponibilité et des coûts des intrants pourrait avoir une incidence significative sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. L'incapacité de la Société à récupérer les hausses de coût pourrait nuire considérablement à ses activités, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie.

Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières dont nous dépendons pour exercer nos activités. Nous nous procurons actuellement nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraison pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, par le fait même, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais quant au non-respect de nos contrats d'approvisionnement.

Protection de la propriété intellectuelle

La protection de la propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous comptons presque exclusivement sur une combinaison de secrets commerciaux et d'ententes de confidentialité signées avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter le nombre de nos brevets afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies de grande valeur.

Valorisation des stocks

Nous surveillons notre risque associé à la valeur de nos stocks par rapport au prix du marché. En raison de la nature très peu liquide d'une grande partie de nos stocks, nous comptons sur une combinaison de techniques d'évaluation du risque normalisées, telles que la valeur à risque, ainsi que sur une appréciation plus empirique des conditions du marché. Les décisions concernant les niveaux appropriés de stocks sont prises compte tenu des calculs de la valeur à risque et des conditions du marché.

Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans bien des cas, plus particulièrement dans le cas de nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous portent les clients, d'entraîner l'annulation de nos contrats et de donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyions avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous ayons néanmoins à subir des interruptions, qui pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Dépendance à l'égard du personnel clé

Nous comptons sur l'expertise et le savoir-faire des membres de notre personnel pour la poursuite de nos activités. Le départ de membres de la haute direction pourrait avoir une incidence négative importante sur la Société. Notre réussite future dépend aussi de notre capacité à attirer et à garder à notre service les employés clés et à former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise du secteur des métaux spéciaux et de la technologie d'affinage, sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles. Nous ne pouvons pas garantir que nous serons en mesure d'attirer et de garder à notre service le personnel qualifié au besoin.

Conventions collectives

Une partie du personnel de la Société est syndiqué et nous avons des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si nous ne sommes pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions similaires lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme des grèves, des débrayages ou des lock-out, et nuire à notre performance.

Risques associés au fait d'être une société cotée

Nos actions sont cotées et, par conséquent, nous sommes tenus de nous conformer à toutes les obligations imposées aux « émetteurs assujettis » en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada et à toutes les obligations applicables à une société cotée en vertu des règles de la Bourse. Un autre risque associé au fait d'être une société cotée est l'obligation de communiquer les informations clés de la Société, ce qui n'est pas le cas pour ses concurrents qui sont des sociétés à capital fermé.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente les commandes attendues que la Société a reçues, mais qui n'ont pas encore été exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois, et est exprimé en nombre de jours. Les nouvelles commandes représentent les commandes reçues durant la période considérée, exprimées en nombre de jours, et calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus en jours, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges (produits) d'intérêts, l'impôt sur le résultat et l'amortissement. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks, la dépréciation des actifs non courants, les coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, le profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, et les pertes (profits) de change et au titre de dérivés. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Les charges d'exploitation ajustées correspondent aux charges d'exploitation compte non tenu des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles et de l'amortissement. Nous avons recours aux charges d'exploitation ajustées pour calculer le BAIIA ajusté. Nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des moins-values des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la dépréciation du goodwill, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks, des immobilisations corporelles et incorporelles, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net de base ajusté par action, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, qui ne sont pas courants, par action. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Rapport de gestion

Les fonds provenant de (affectés à) l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de (affectés à) l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La marge brute est une mesure servant à déterminer ce que rapportent les ventes en déduisant le coût des ventes, à l'exclusion de l'amortissement des immobilisations corporelles. Cette mesure est également exprimée en pourcentage des produits, en divisant le montant de la marge brute par le total des produits.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau d'endettement, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante et le swap de devises visant les débentures convertibles, et la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Le rendement du capital investi (RCI) est une mesure financière non conforme aux IFRS. Il est obtenu en divisant le BAI ajusté annualisé par le montant du capital investi à la fin de la période. Le BAI ajusté se calcule comme le BAI ajusté, moins l'amortissement (ajusté pour tenir compte de la charge au titre de l'amortissement accéléré, s'il y a lieu). Le capital investi correspond à la somme des créances, des stocks, des immobilisations corporelles, du goodwill et des immobilisations incorporelles, moins les dettes fournisseurs et charges à payer (ajustées pour tenir compte des éléments exceptionnels). Nous nous servons de cette mesure que nous ayons recours à du financement par emprunts ou par capitaux propres. À notre avis, cette mesure fournit des renseignements utiles pour déterminer si le capital investi dans les activités de la Société dégage un rendement concurrentiel. Le RCI comporte toutefois des limites puisqu'il s'agit d'un ratio. Il ne permet donc pas de fournir de renseignements quant au montant absolu du résultat net, de la dette et des capitaux propres de la Société. Certains éléments sont également exclus du calcul du RCI et d'autres sociétés pourraient utiliser une mesure similaire, calculée différemment.

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants. Étant donné que la Société est actuellement endettée, nous nous servons de cette mesure comme d'un indicateur de notre efficacité financière et nous nous efforçons de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant les actifs courants par les passifs courants.

Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Rapport de gestion

Principales informations financières trimestrielles

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	31 déc. 2017	30 sept. 2017	30 juin 2017	31 mars 2017	31 déc. 2016	30 sept. 2016	30 juin 2016	31 mars 2016
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	52 492	50 325	56 229	60 870	54 704	55 491	57 435	63 868
BAIIA ¹	4 420	6 427	6 341	9 675	4 803	2 066	5 358	2 884
BAIIA ajusté ¹	6 051	6 155	6 839	6 072	4 331	6 816	4 714	4 250
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.	2 229	2 224	3 416	4 154	158	(4 232)	86	(1 907)
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	0,03 \$	0,03 \$	0,04 \$	0,05 \$	- \$	(0,05) \$	- \$	(0,02) \$
Résultat net	2 222	2 223	3 415	4 153	158	(4 232)	87	(1 909)
Résultat de base par action	0,03 \$	0,03 \$	0,04 \$	0,05 \$	- \$	(0,05) \$	- \$	(0,02) \$
Résultat dilué par action	0,03 \$	0,03 \$	0,04 \$	0,05 \$	- \$	(0,05) \$	- \$	(0,02) \$
Résultat net ajusté ¹	3 361	1 994	3 647	1 602	148	2 298	45	(653)
Résultat net de base ajusté par action ¹	0,04 \$	0,02 \$	0,04 \$	0,02 \$	- \$	0,03 \$	- \$	(0,01) \$
Fonds provenant de l'exploitation ¹	5 398	4 263	7 945	8 730	5 256	238	4 521	2 471
Carnet de commandes ¹	187 jours	178 jours	135 jours	128 jours	136 jours	148 jours	157 jours	145 jours

Principales informations financières de l'exercice 2017

Aux 31 décembre et pour les exercices clos les 31 décembre (en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	2017	2016	2015
	\$	\$	\$
Produits	219 916	231 498	311 012
BAIIA	26 863	15 111	(54 696)
BAIIA ajusté	25 117	20 011	3 959
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.	12 023	(5 895)	(97 198)
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	0,14 \$	(0,07) \$	(1,16) \$
Résultat net	12 013	(5 896)	(97 201)
Résultat de base par action	0,14 \$	(0,07) \$	(1,16) \$
Résultat dilué par action	0,14 \$	(0,07) \$	(1,16) \$
Résultat net ajusté	10 604	1 838	(27 215)
Résultat net de base ajusté par action	0,13 \$	0,02 \$	(0,32) \$
Fonds provenant de (affectés à) l'exploitation	26 336	12 486	(9 851)
Carnet de commandes	187 jours	136 jours	158 jours
Données du bilan			
Total de l'actif	244 932	219 057	220 737
Total du passif non courant	70 851	64 415	78 335
Dettes nettes ¹	11 413	18 992	34 862
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	105 446	88 522	96 632

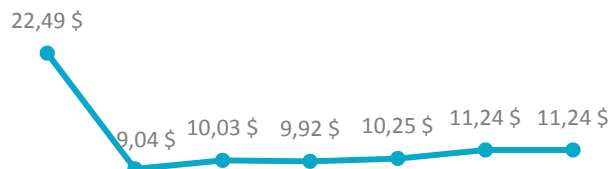
¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Prix des métaux

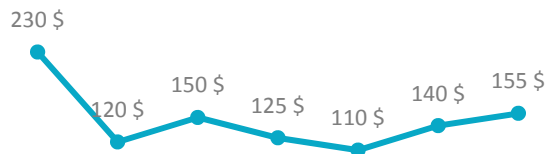
(en dollars américains le kilo)

Bismuth



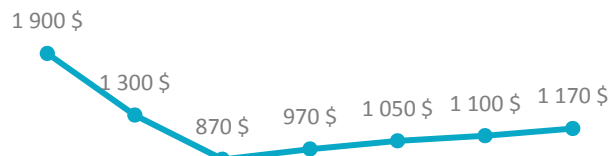
DEC 2014 DEC 2015 DEC 2016 MARS 2017 JUIN 2017 SEPT 2017 DEC 2017

Gallium



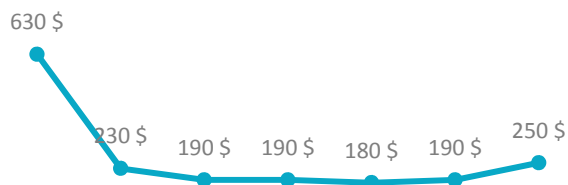
DEC 2014 DEC 2015 DEC 2016 MARS 2017 JUIN 2017 SEPT 2017 DEC 2017

Germanium



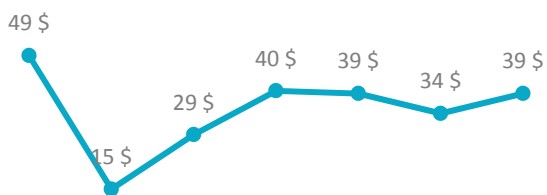
DEC 2014 DEC 2015 DEC 2016 MARS 2017 JUIN 2017 SEPT 2017 DEC 2017

Indium



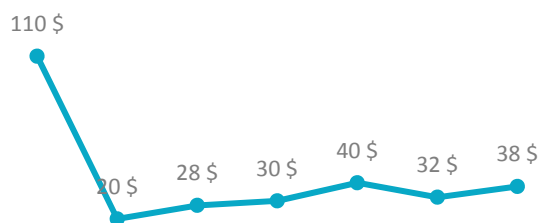
DEC 2014 DEC 2015 DEC 2016 MARS 2017 JUIN 2017 SEPT 2017 DEC 2017

Sélénium



DEC 2014 DEC 2015 DEC 2016 MARS 2017 JUIN 2017 SEPT 2017 DEC 2017

Tellure



DEC 2014 DEC 2015 DEC 2016 MARS 2017 JUIN 2017 SEPT 2017 DEC 2017

Source : Low Metal Bulletin